

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 34 de février 2009 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions
financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

Les nouveaux pauvres

Qui sont-ils ?

Ils ne trouvent pas ou plus d'emploi. Ou ils travaillent mais n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Ils sont de plus en plus nombreux à demander de l'aide aux associations caritatives, alors que bien souvent, il y a encore un an, c'était eux qui donnaient. Partie d'outre Atlantique, la crise aggrave le sort des plus précaires : les intérimaires et les salariés en CDD, les jeunes et les retraités. Mais des franges a priori moins vulnérables de la population sont désormais touchées. Du Japon aux États-Unis, en passant par l'Europe, partout se développent rapidement de nouvelles formes de pauvreté.

Qu'est-ce que la pauvreté ?

Plusieurs définitions du seuil de pauvreté sont aujourd'hui en concurrence. La banque mondiale en a deux : 1 dollar par jour et deux dollars par jour. Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne a fixé ce seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (tel que la moitié de la population gagne plus et l'autre moitié gagne moins.)

Au Japon, 35 % des actifs ont un emploi précaire. Les citoyens japonais demandent à leur gouvernement de s'atteler à la fois au marché du travail et au système de protection sociale, de manière à permettre à tout citoyen de vivre dans la dignité. Pour ce faire, ils demandent de considérer la lutte contre la pauvreté non comme une charité, mais comme un droit de l'homme.

En Allemagne, voulue par Schröder, la flexibilité du marché du travail à travers le cercle vicieux de l'intérim, a généré un million de salariés précaires. Le secteur automobile s'empresse de s'en débarrasser.

« Usines élastiques » et production en temps réel grâce à une main d'œuvre fixe restreinte et une armée de travailleurs temporaires, devaient permettre aux entreprises allemandes de tirer leur épingle du jeu dans la concurrence mondiale, mais aujourd'hui ce sont ces précaires qui se trouvent être victimes de la crise.

En 2008 l'Allemagne détient record du monde du nombre de travailleurs pauvres, qui sont des travailleurs à temps plein mais qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts (pas de salaire minimum légal).

En Espagne, à l'heure actuelle, le nombre de sans emploi frôle les 3 millions, soit 1 million de plus qu'il y a un an. Beaucoup ont perdu leur emploi au cours des derniers mois et perçoivent encore une allocation. Mais dans un an si la situation ne s'améliore pas, la proportion de chômeurs privés d'allocations aura considérablement augmenté. Les retraités également connaissent une précarité croissante : un nouveau phénomène a vu le jour, la colocation entre les retraités, ils sont surnommés « les grands parents Erasmus ». Ils partagent un toit, parce que c'est pour eux l'unique façon d'avoir un logement sans dépendre d'un tiers (ces colocataires ne touchent que 500 euros de retraite par mois).

En Italie aujourd'hui, plus d'un italien sur 10 a un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Les causes principales de la pauvreté sont liées au marché du travail (perte d'emploi ou d'une partie du salaire). Et ce ne sont pas seulement les familles les plus pauvres, mais aussi les classes moyennes qui continuent à glisser vers le bas.

Au Portugal, ils travaillent, mais ne parviennent pas malgré leur emploi à trouver un logement, car ils n'ont pas de quoi payer un loyer.

Aux États-Unis, 60 % des chômeurs américains ne peuvent prétendre à une indemnisation. Selon le bureau of Labor statistics, le nombre de chômeurs s'est accru de + 36% depuis janvier 2008 et + 71% depuis janvier 2001. La plupart bénéficient d'une couverture santé via leur entreprise, si bien que lorsqu'ils perdent leur emploi, ils se retrouvent aussi sans assurance maladie.

Selon la dernière estimation en date du Census Bureau, 45,7 millions d'Américains (15,3 % de la population), n'avaient pas d'assurance maladie en 2007, période où l'économie n'était pas aussi mal en point qu'aujourd'hui.

En France, la grande pauvreté avait décliné ces vingt dernières années. Mais de nouvelles formes de pauvreté sont apparues.

Il est admis officiellement que quelques 8 millions de ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté (880 euros par mois pour une personne seule). Plus de la moitié (56%) des ménages pauvres déclarent vivre avec moins de 250



Rappel adhésion 2009
Avez-vous pensé à renouveler
votre adhésion pour 2009 ?



euros par mois, une fois les dépenses fixes payées (logement, crédit, téléphone...) révèle la première enquête consacrée aux effets de la crise sur les français, réalisée en novembre 2008 par le CREDOC (centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Si, globalement les Français limitent leur budget loisirs, habillement et électroménager, les plus pauvres se restreignent aussi sur l'alimentation, sautant même des repas.

En Irlande, alors que l'an dernier encore ils donnaient pour les pauvres, cette année ils se retrouvent à devoir solliciter l'aide des associations caritatives.

Au Royaume Uni, 2, 5 millions de retraités Britanniques ont des revenus inférieurs à 640 euros par mois. La nouvelle génération des TIMI (20-30 ans endettés par un emprunt étudiant et dans l'insécurité de l'emploi) qui pensaient que leur carrière serait stable et lucrative, est aujourd'hui la plus

exposée aux licenciements. La plupart devront prendre un emploi sous qualifié ou accepter de partir volontairement ou « travailler plus pour gagner autant. »

En Suisse, étudiants, retraités, chômeurs..., depuis un an, ils sont de plus en plus nombreux à franchir le seuil de l'une des deux épiceries Caritas à Genève. La situation s'est singulièrement aggravée depuis un an. « Et pourtant les gens ne viennent pas facilement, il faut pousser la porte... » et les chiffres d'octobre ne laissent pas présager d'accalmie. « Avant je croyais que la pauvreté n'existait qu'en Afrique » avoue une bénévole de l'association.

(Extrait de Courrier international janvier 2009)

Georges Veyet

Le service public postal

Nouvelles propositions d'actions pour défendre le service public postal

Le 20 janvier, les Comités de l'Isère contre la privatisation de la Poste, comités départemental et locaux, organisaient un débat public.

De ce riche débat nous retiendrons les informations et surtout les suggestions de nouvelles actions possibles, suivantes.

De l'intervention de Nicolas GALEPIDES, élu Sud au CA de la poste :

- Un rappel : les représentants syndicaux représentent 30% du conseil d'administration de la Poste. Ceci explique peut-être aussi la volonté de changement de statut qui mettrait un terme à cette situation unique en France, aujourd'hui.
- L'action commune des personnels, des usagers comme des entreprises, ainsi que des élus locaux, est indispensable pour mettre en échec les projets actuels de privatisation et de casse : elle doit être dynamisée.
- Une plus grande coopération entre le Comité national et les comités départementaux et locaux serait utile.
- Le Comité national travaille à une proposition globale d'un nouveau service public postal : nous demandons à ce que ce travail soit décentralisé et que nos comités y soient associés
- Enfin si nous ne réussissons pas à obtenir un référendum national, pourquoi ne pas activer les possibilités de référendum locaux, sur des revendications locales (changement d'horaires d'ouverture ou transformation d'un bureau de poste) ou contre le changement de statut ?

De l'intervention de François Auguste, conseiller régional communiste, membre de la CDPPT (commission départementale de présence postale territoriale) dont les travaux et comptes-rendu doivent rester confidentiels :

- le projet de charte départementale, proposée par la direction de la poste, et qui n'avait comme objectif que de faire accepter aux élus locaux, sous couvert de partenariat, le transfert du coût des agences postales aux communes, a été rejeté.
- Le conseiller régional propose d'ouvrir la CDPPT, aux représentants des usagers et des personnels « à titre expérimental » !

- Il propose de réaliser une évaluation des besoins et de demander la réouverture ou l'ouverture des bureaux qui s'avèreraient nécessaires.

De l'intervention de Claude Rouge, du comité de Le Pin :

- Ce comité a élaboré une procédure d'enquête des besoins, suffisamment crédible, pour obtenir de la direction départementale de la Poste un recul sur une réduction des horaires d'ouverture de leur bureau de Poste.
- Il retient quatre conditions pour obtenir satisfaction :
 - l'alliance des usagers et personnels
 - la nécessité de proposer des alternatives crédibles
 - une communication importante pour contre carer celle de la Poste
 - tenir compte de la marge réduite de la direction départementale

Pour ses prochaines actions et mobilisations, le comité départemental va travailler sur les propositions suivantes :

- Explorer la piste des référendums locaux
- Soutenir la proposition d'ouverture de la CDPPT : à revoir avec François Auguste



• Réfléchir en commun, sous forme d'atelier ou autre, pour élaborer des propositions alternatives, pour chacune des activités de la Poste, à partir des nombreuses propositions des syndicats, d'associations, de comité :

- la distribution du courrier, des colis et de la presse
- les bureaux avec de nouvelles prestations publiques
- les activités financières, dont l'utilisation utile des fonds déposés

• le problème bien particulier de la confidentialité nécessaire aux recommandés, qui a fait l'objet d'un long débat

• et d'autres, la liste n'est pas exhaustive...

- Réagir plus systématiquement aux mesures de « réorganisations » entreprises, la plupart du temps sans consultation ni concertation, du type bureau de poste de Grand Place ou la réorganisation de la distribution Pont de Claix/Echirolles...

Claude Roussilhe

Les adhérents d'ATTAC Isère se mobilisent contre la privatisation de la Poste et pour la défense et le développement du service public postal

Nous avons adressé à chacun de nos adhérents, avec le numéro de décembre 2008 du bulletin « Le grain de sable en Isère », un exemplaire de la pétition, lancée par le « Comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur l'avenir du service public postal ».

Pour la première fois, selon les plus « anciens », une réelle et importante mobilisation s'est réalisée et, au 1^{er} février, on peut décompter :

- 28 feuilles de signatures sont revenues, la plupart par courrier
- chacune d'elle compte de 1 à 27 signatures
- et au total **251 soutiens !**

En plus de ceux-ci, **129 signatures** ont été collectées dans le Royan.

Ceux-ci s'ajoutent aux signatures acquises lors des actions du Comité départemental et des comités locaux, où de nombreux adhérents d'ATTAC s'investissent.

Le nombre de signatures collectées dans le département dépasse les 7000, au 1^{er} février 2009

Attac en action

Manif 29 janvier

50 000 personnes, peut-être plus, sont descendues dans la rue ce jeudi 29 janvier 2009 pour mettre en garde le gouvernement non pas sur des revendications catégorielles, mais bien pour clamer un mécontentement généralisé et un désir réel de changement de société.

Des jeunes, des vieux, des retraités, des actifs, des étudiants, des fonctionnaires, des handicapés, des citoyens, des syndicalistes, des policiers en colère, des altermondialistes, des riens, des ..., toutes les catégories de la population étaient représentées ce jour-là. Mobilisation très forte, malgré les propos déplacés du ministre du budget emboîtés par la présidente du Medef qui, dans les médias les deux jours précédents ont essayé de montrer que ce mouvement n'avait pas lieu d'être surtout dans cette période difficile où « *il fallait s'unir au lieu de se diviser, se serrer les coudes et se remonter les manches pour sortir de cette crise* », car bien sûr nous sommes tous responsables de ce qui est arrivé.

Eh bien non ! le peuple en a décidé autrement ce jour-là et c'est tant mieux.



Présence importante des assoc du campus (dont attac campus Grenoble) dans le cadre de la semaine du FSM 2009, dont Grenoble s'est faite le relais

INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi,
de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil,
d'information et d'échanges
Grenoble

Tous les mercredis,
de 15 h à 18 h à la Maison
des Associations.

Grésivaudan

info-attacgresivaudan
@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net
04 76 64 00 48

Attac campus

attacampus38@gmail.com

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble



Attac en action FSM 2009, Belém Brésil

Le relais local du Forum social mondial (FSM) de Belém a pu réunir une quinzaine d'organisations grenobloises qui, au long d'une semaine entre le 26 et le 31 janvier, ont pu travailler ensemble et faire connaître leurs propositions face au rouleau compresseur du « tout marché ».

De l'avis des participants à Belém, ce FSM 2009 marque un tournant dans la construction des alternatives au capitalisme.

Nous en discuterons, avec trois personnes grenobloises présentes à Belém,

**le mercredi 11 mars à partir de 20h30
à la Maison diocésaine de Grenoble (place Lavalette).**

(Photo : action du 31 janvier Place aux herbes à Grenoble)



Soirée Cinéma d'Attac sur la dérive sécuritaire avec le film

« **Braves gens, n'ayez plus peur !** »
du collectif PANIC (St Etienne)

Mardi 3 mars 2009
Maison des associations
de Grenoble



- * 19 h apéro
- * 19 h 30 : projection du film
- * 21 h : débat avec

Claude Coutaz (avocat à Grenoble) et
Anne-Cécile Douillet (professeur à l'université
de Grenoble).

Deux soirées débat sur les **délocalisations** sont organisées par Attac Grésivaudan, avec la participation de syndicalistes de la vallée, à **20h30 à l'espace Aragon de Villard-Bonnot**

jeudi 26 février 2009

Un film pour se détendre et lancer le débat : **Louise Michel**

Vendredi 6 mars 2009

Un court métrage plein d'humour de 24 minutes : **Sit-in**, téléfilm tourné à Grenoble en juillet 2008 et déjà diffusé sur France 2.

Brèves....., brèves....., brèves

Débat PCF

Le 23 janvier 2009 le Parti communiste et d'autres organisations politiques de gauche organisaient, avec des intervenants (économistes, élus locaux, dirigeants de PME) une soirée débat sur la crise du capitalisme, ses mécanismes, son évolution. Attac-Isère, invitée, a pu apporter de la salle une analyse de cette crise systémique.

Débat PAG 38

La nouvelle association « Pour une alternative à gauche 38 » invitait le 26 janvier 2009 des organisations politiques (PCF, La Fédération, le PG, le futur NPA) à une table ronde sur « Pour une autre Europe ». Attac, reconnu comme un des

acteurs de la victoire du Non, s'est exprimé et un débat animé a permis de confronter des points de vue des participants de la salle.

CUAD 38

Fichage informatisé au CGI

Une action de distribution de tracts d'information et de signatures d'une pétition sur le fichage informatisé de l'action sociale au Conseil général de l'Isère a été menée le 29 janvier devant le Summum à Grenoble, lors de la présentation des vœux du CG aux associations iséroises.

(Voir la pétition jointe à ce GDS et qui devra être retournée à attac isère.)

Agenda

Groupe éco : lundi 23 fév., 18 h
30 MDA

Groupe cinéma :

contact -> woudla@hotmail.com

Groupe Grésivaudan : tous les premiers mardi du mois à 20 h 30, salle Chartreuse à Crolles,

CA : le 5 mars à 19 h, MDA

Radio : tous les 3ème mercredi du mois émission attac sur radio Grésivaudan

Attac campus :